

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Climat-une-revolution-industrielle-necessaire-pour-eviter-une-catastrophe-Rapport-ONU-Juillet-2011,3559.html>

Rapport ONU en ligne Juillet 2011.

Climat : une révolution industrielle nécessaire pour éviter une catastrophe

- Planète - Contribution Ecologique -



Date de mise en ligne : mercredi 13 juillet 2011

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous
droits réservés

Au cours des trente ou quarante années à venir, l'humanité devra opérer une conversion technologique fondamentale au risque de ne pas respecter les engagements pris au niveau mondial en matière de réduction de la pauvreté et de prévention des effets catastrophiques des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement. L'Étude sur la situation économique et sociale dans le monde 2011 analyse les options et les défis liés au passage à des technologies offrant une efficacité énergétique accrue et fondées sur les énergies renouvelables, tout en transformant les technologies agricoles afin de garantir la sécurité alimentaire, sans altérer davantage les ressources foncières et les ressources en eau, et en adoptant une technologie requise afin de s'adapter à l'évolution du climat et de réduire les risques pour les populations humaines exposées aux risques naturels.

Les gouvernements auront un rôle prépondérant à jouer en mettant en oeuvre des projets d'investissement et des mécanismes d'incitation visant à accélérer l'innovation technologique verte et la mutation structurelle vers une production et une consommation durables. La coopération internationale doit être renforcée et le commerce multilatéral ainsi que les mécanismes de financement doivent faire l'objet d'ajustements importants afin de permettre aux pays en développement d'opérer la transformation technologique nécessaire sans altérer leur croissance ni leurs aspirations en matière de réduction de la pauvreté.

L'humanité a besoin d'une révolution technologique plus importante et plus rapide que la première révolution industrielle pour éviter « *une catastrophe planétaire majeure* » due au changement climatique et à la dégradation de l'environnement, selon un nouveau rapport des Nations Unies publié en Juillet 2011.

Des investissements importants seront nécessaires dans le monde entier pour développer des technologies d'énergie propre, des techniques agricoles et forestières durables et des technologies permettant de réduire la production de déchets qui ne sont pas biodégradables, estime cette « **Enquête mondiale économique et sociale 2011 : la grande transformation technologique verte** », publiée par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA).

« **C'est l'expansion rapide de l'utilisation de l'énergie, principalement alimentée par les combustibles fossiles, qui explique pourquoi l'humanité est sur le point de dépasser les limites de la planète en raison du réchauffement climatique et de la perte de biodiversité** », souligne le rapport. « **Une transition énergétique mondiale totale est nécessaire de toute urgence afin d'éviter une catastrophe planétaire majeure.** »

L'enquête indique que **1.900 milliards de dollars par an seront nécessaires au cours des 40 prochaines années pour investir dans les technologies vertes**. Au moins 1.100 milliards de cette somme devront être investis dans les pays en développement pour répondre aux besoins croissants en nourriture et en énergie.

« **Une transformation technologique, à une plus grande échelle et dans un laps de temps beaucoup plus court que la première révolution industrielle, est nécessaire** », estime le rapport. « **L'ensemble des nouvelles technologies nécessaires doivent permettre aux pauvres d'aujourd'hui d'atteindre un niveau de vie décent, tout en réduisant les émissions et les déchets et en mettant fin à l'utilisation effrénée des ressources non renouvelables de la planète.** »

« *Mener une nouvelle révolution technologique à un rythme plus rapide et à l'échelle mondiale nécessitera l'intervention active des gouvernements et une plus grande coopération internationale. De profonds changements technologiques nécessiteront une profonde transformation sociale, avec un changement des habitudes de consommation et de meilleures valeurs sociales* , » ajoute le rapport.

Dans la préface du rapport, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, écrit que « *plutôt que de considérer la croissance et le développement durable comme des objectifs concurrents condamnés à entrer en collision, nous devons les voir comme des impératifs complémentaires se renforçant mutuellement. Cela devient possible lorsque nous embrassons un modèle économique à faible teneur en carbone, économe en ressources et favorable aux pauvres.* »

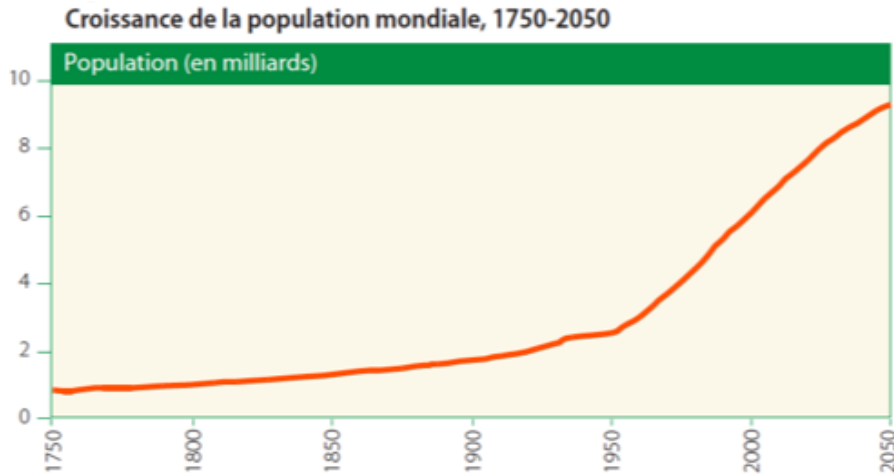
« *Le statu quo n'est pas une option. Une tentative de surmonter la pauvreté mondiale grâce à la croissance des revenus générés par les actuelles technologies 'sales' dépasserait les capacités à long terme de l'environnement* », conclut le rapport.

Synthèse



Au cours des 30 à 40 prochaines années, l'humanité doit procéder au niveau mondial à un remaniement technologique fondamental des processus de production afin d'éliminer la pauvreté et de détourner les impacts catastrophiques des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement, selon un rapport des Nations Unies publié aujourd'hui.

D'importants investissements seront nécessaires au niveau mondial afin de mettre au point et d'amplifier des techniques d'exploitation de l'énergie propre, des techniques agricoles et sylvicultrices durables, et une mise des infrastructures à l'épreuve du climat, ainsi que de créer des technologies réduisant la production de déchets non biodégradables, selon L'étude sur la situation économique et sociale dans le monde, 2011 : la grande transformation technologique verte, publiée par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.



Source : Pour 1750-1949, Organisation des Nations Unies, "The world at six billion" (1999), p. 5, tableau 1, intitulé "World population, year 0 to near stabilization"; pour 1950-2050, Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, "World Population Prospects: The 2010 Revision" (New York, 2011).

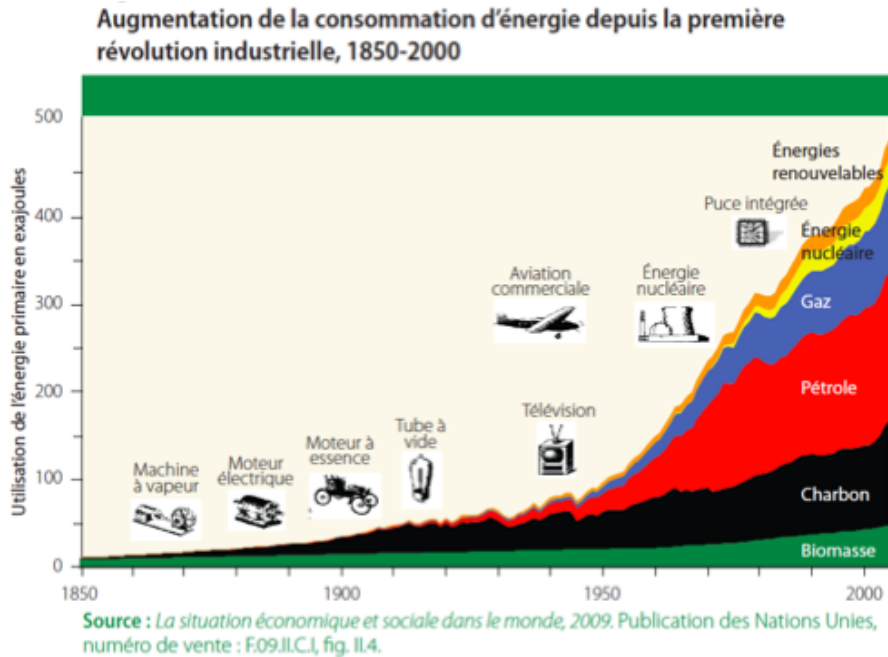
Note : À partir de 2010, les projections sont basées sur la variante moyenne.

Selon le rapport, le remaniement technologique devra avoir non moins d'ampleur que la première révolution industrielle. Au cours des 40 prochaines années, 1,9 billion de dollars par an sera nécessaire pour des investissements progressifs dans les technologies vertes. Une moitié au moins (1,1 billion de dollars par an) des investissements requis devront être faits dans les pays en développement pour satisfaire à leurs besoins alimentaires et énergétiques en croissance rapide par l'application de technologies vertes.

Depuis la première révolution industrielle, le revenu mondial et la population mondiale ont augmenté de manière exponentielle, mais la demande d'énergie et la production de déchets et de polluants ne sont pas restées en arrière (voir figures). C'est pourquoi la capacité de l'environnement mondial de faire face à l'activité humaine a atteint ses limites, selon le rapport. Environ la moitié des forêts du monde ont disparu, les ressources d'eaux souterraines s'épuisent ou sont contaminées, la biodiversité a déjà subi d'énormes pertes, et les changements climatiques menacent la stabilité de tous les écosystèmes.

En même temps, environ 40 % de l'humanité, soit 2,7 milliards de personnes, sont tributaires de la biomasse traditionnelle (par exemple, bois, déjections animales et charbon de bois) pour couvrir leurs besoins en énergie. Et 20 % n'ont pas accès à l'électricité, surtout en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.

Pour que les habitants des pays en développement accèdent à un niveau de vie décent, surtout ceux, au nombre de 1,4 milliard, qui vivent encore dans une extrême pauvreté, et les 2 milliards de plus attendus au niveau mondial d'ici 2050, un progrès économique bien plus considérable s'impose, selon le rapport.



"Ce rapport montre quelle devra être l'ampleur du progrès technologique pour assurer un avenir dont chacun tire bénéfice tout en protégeant notre planète", a déclaré Sha Zukang, Secrétaire général adjoint à la tête du Département des affaires économiques et sociales et Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, souvent appelée Rio+20, qui aura lieu en juin 2012 à Rio de Janeiro (Brésil). "Il faut absolument lire ce rapport à l'heure où nous nous préparons pour Rio+20, qui sera l'occasion de définir les voies conduisant à un monde plus sûr, plus propre et plus prospère pour tous."

Pour que la révolution technologique qui s'impose réussisse, le rapport établit qu'elle doit intervenir dans un cadre chronologique limité - aussitôt que possible - en raison des pressions croissantes qui s'exercent sur l'environnement. Pour induire le progrès technologique et l'adaptation nécessaires, selon le rapport, les gouvernements doivent jouer un rôle central tant au niveau national que par le biais d'une coopération internationale plus intense.

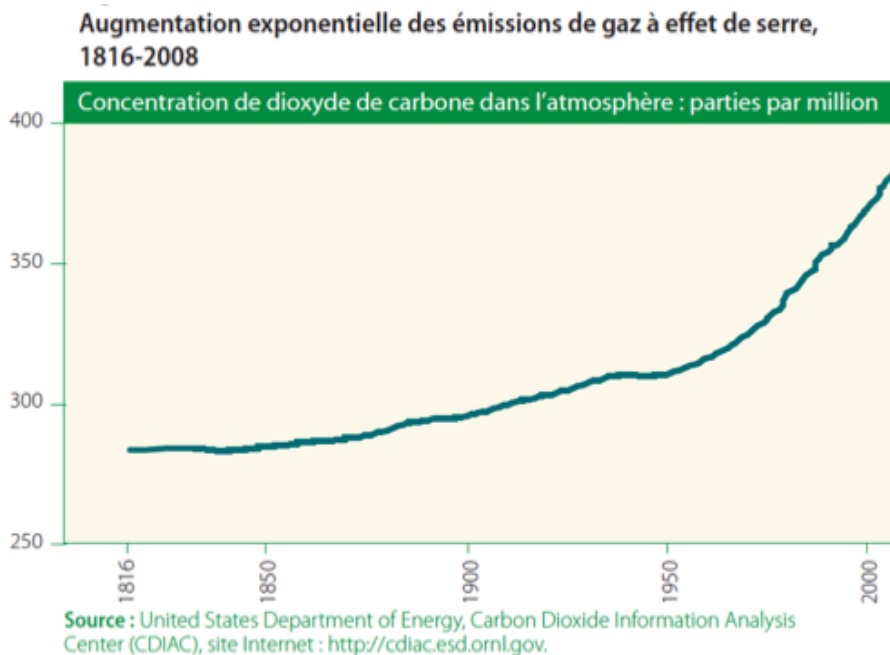
"Impossible de faire comme si de rien n'était", a déclaré Rob Vos, principal auteur du rapport. "Même si nous arrêtons maintenant les moteurs de la croissance, l'épuisement des ressources et la pollution de notre environnement naturel se poursuivraient à cause des méthodes de production et des habitudes de consommation actuelles. A moins d'améliorations radicales et de la diffusion de technologies vertes, nous n'inverserons pas la destruction de l'environnement en cours ni n'assurerons des moyens d'existence décents à l'humanité entière, que ce soit aujourd'hui ou dans l'avenir."

La transformation énergétique verte

Une transition énergétique complète, étendue au monde entier, s'impose d'urgence pour détourner une catastrophe planétaire de première grandeur, selon le rapport. Pour améliorer l'utilisation rationnelle de l'énergie, il est nécessaire d'élargir l'application des technologies vertes existantes et d'en créer de nouvelles. Elles ont aussi l'avantage de consommer moins de ressources et de limiter au minimum la pollution. Actuellement, 90 % de l'énergie sont produits par des technologies "brunes" qui reposent sur les combustibles fossiles, lesquels sont à l'origine d'environ 60 % des émissions de dioxyde de carbone.

Réduire l'utilisation de l'énergie et les émissions de gaz à effet de serre, selon le rapport, exigera des changements radicaux dans les modes de consommation, les systèmes de transport, l'infrastructure des habitations et autres

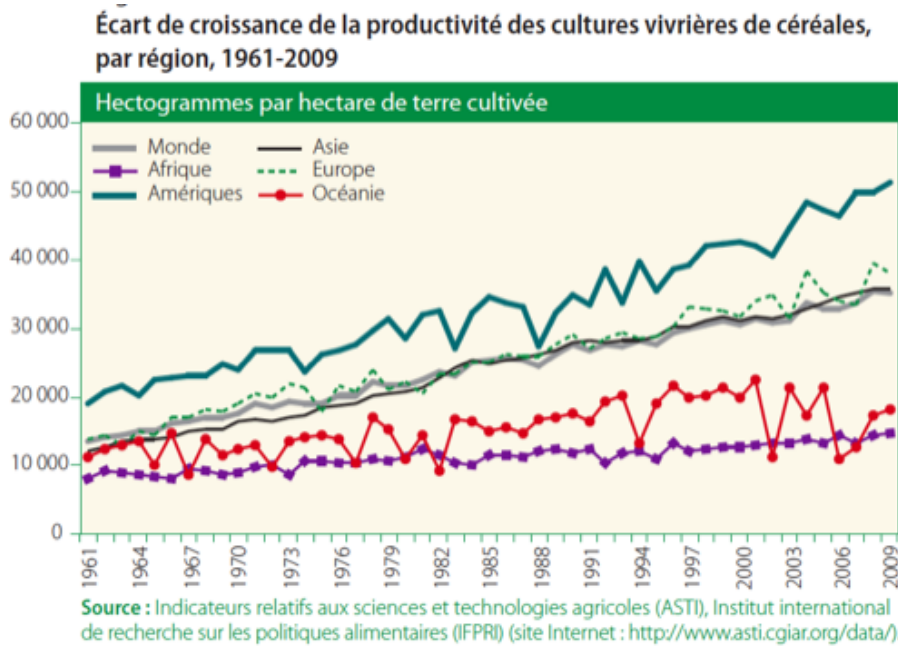
bâtiments, enfin dans les réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement.



Afin d'accélérer la transformation technologique nécessaire pour atteindre les cibles en matière d'émissions et d'utilisation de l'énergie, le rapport recommande que les politiques soient guidées par quatre objectifs essentiels : améliorer le rendement énergétique sans augmenter la consommation lorsque les niveaux de consommation d'énergie sont déjà élevés ; soutenir un large portefeuille de projets de développement technologique au niveau mondial, tout en élargissant dans des lieux déterminés l'utilisation de technologies vertes connues ; soutenir des périodes d'expérimentation et de découverte plus longues ; et faire appel, dans le développement technologique des énergies, à des stratégies de gouvernance et de responsabilité plus "intelligentes" qu'actuellement.

Une révolution véritablement 'verte' dans l'agriculture

L'agriculture moderne est la cause d'environ 14 % des émissions de gaz à effet de serre, et la gestion de l'occupation des sols et des ressources en eau n'est pas viable à long terme, selon le rapport. Tels ont été les résultats de la prétendue révolution verte dans l'agriculture des années 1960 et 1970, qui ont beaucoup accru la production vivrière au niveau mondial, mais aussi accéléré la dégradation des sols et la pollution de l'eau. Pour nourrir une population toujours plus nombreuse, la production vivrière mondiale doit augmenter de 70 % à 100 % d'ici 2050. Afin de relever ce défi, le rapport appelle à une 'révolution agricole véritablement verte', qui emploie des méthodes de culture comportant un moindre gaspillage des ressources en eau et une moindre utilisation des produits chimiques et des pesticides à l'origine de la dégradation des sols.



Selon le rapport, ces méthodes de culture existent, mais il faut en élargir l'emploi et les mettre à la portée des agriculteurs dans le monde entier, et surtout des petits exploitants dans les pays en développement.

Il s'imposera de promouvoir des économies d'échelle dans une production vivrière durable grâce à des services d'appui adéquats, non seulement sous la forme de l'accès à des techniques agricoles viables à long terme, mais aussi en modernisant les réseaux de distribution et les transports, en créant des systèmes d'irrigation et de gestion de l'eau durables, et en donnant accès au crédit et à la terre. Cela aura de vastes implications pour l'occupation des sols et l'agriculture.

Innovation en matière de réduction des risques de catastrophe

Le nombre de catastrophes naturelles s'est multiplié par cinq depuis les années 70, selon le rapport. Les sécheresses et les inondations sont devenues plus fréquentes et plus intenses, et ce sont souvent les pays les plus pauvres qui ont été le plus touchés. Elles sont dues en partie aux changements climatiques induits par l'activité humaine. La déforestation, l'altération de la protection naturelle du littoral et la médiocrité des infrastructures ont accru la probabilité que les chocs climatiques se transforment en catastrophes humaines. La réduction des risques de catastrophe, selon le rapport, supposera un changement technologique et social de grande envergure.

La réduction des risques de catastrophe impliquera des changements dans la conception des établissements humains et de l'infrastructure. Selon le rapport, des innovations technologiques accessibles à tous, fondées sur le savoir autochtone, sont nécessaires pour adapter aux conditions locales une infrastructure résistante aux catastrophes, les habitations et la protection du littoral. Parce que les phénomènes naturels ne respectent pas les frontières politiques, les efforts nationaux doivent s'appuyer sur une coopération régionale et mondiale.

Il est nécessaire de changer les politiques à tous les niveaux

La plupart des efforts de transformation des technologies doivent intervenir au niveau national et prendre appui sur les conditions et les ressources locales, selon le rapport. En dehors d'une refonte des efforts

nationaux de développement, le rapport appelle à un engagement international dans les domaines du développement et de la coopération technologiques, de l'assistance externe, du financement des investissements et de la réglementation du commerce.

Les entreprises et les gouvernements voient généralement dans l'insuffisance du financement le plus grand obstacle à une adaptation plus rapide des technologies propres. Étant donnée la capacité limitée de nombreux pays en développement à mobiliser sur place un financement à long terme, selon le rapport, une part importante des nécessaires investissements additionnels doit provenir de transferts internationaux de ressources. Le rapport reconnaît que l'engagement énoncé dans l'Accord de Copenhague de mobiliser 30 milliards de dollars entre 2010 et 2012 et 100 milliards par an d'ici à 2020 en transferts à destination des pays en développement constitue un pas dans la bonne direction. Mais, y est-il ajouté, il faudra accélérer la mise en oeuvre de cet engagement et augmenter les ressources à la disposition des pays en développement pour que ceux-ci soient en mesure de relever le défi.

Le rapport propose en outre d'instaurer au niveau mondial un régime public de partage des technologies, ainsi que des réseaux de recherche internationale sur les technologies et des centres d'application.

Pour diffuser rapidement la technologie verte, selon le rapport, il s'impose d'appliquer des modalités en matière de droits de propriété intellectuelle plus multilatérales que l'Organisation mondiale du commerce ne l'autorise actuellement.

"Une révolution technologique s'impose tant pour le développement que pour la survie de la civilisation", a déclaré Vos. "C'est pourquoi un développement durable est si important aujourd'hui, parce qu'il ne s'agit pas seulement d'améliorer notre vie, mais aussi celle des générations futures."

 [Lire le texte intégral et télécharger le rapport](#)

Post-scriptum :

Source : Centre d'actualités de l'ONU



Nations Unies
New York, 2011